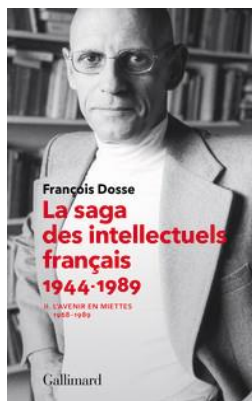


François Dosse, *La Saga des intellectuels français*, 2 tomes, Paris, Gallimard, 2018, 624 p. et 704 p.

François Chaubet



L'histoire des intellectuels est entrée dans l'heure des bilans solidement argumentés. Après les deux gros volumes collectifs publiés en 2016 et dirigés par Christophe Charle et Laurent Jeanpierre¹ (curieusement non cités), François Dosse livre plus de 1 000 pages centrées surtout sur l'engagement politique des clercs et l'histoire des idées dans la deuxième moitié du XX^e siècle (1944-1989). Quoique puissent objecter les érudits familiers de tel ou tel domaine du sujet (protéiforme dans son ensemble), cette somme en impose. *Via* les deux balises d'orientation indiquées ci-dessus, elle constitue incontestablement une très bonne synthèse où l'auteur, fort de très nombreux écrits personnels sur le sujet (ses biographies avant tout de Michel de Certeau, de Paul Ricœur, de Cornelius Castoriadis ou de Gilles Deleuze et Félix Guattari) analyse toute la gamme des prises de position idéologiques et intellectuelles durant plus de quarante ans. On pourra toujours relever quelques approximations ou erreurs (très peu dans l'ensemble), certaines omissions ou maladresses (le rôle des artistes est un peu évoqué dans les années 1960 puis abandonné), la rapidité du propos parfois sur tel ou tel personnage ou sur tel courant idéologique. Mais dans son registre d'analyse choisi, certes non argumenté par l'auteur au départ, le trait d'ensemble est sûr tandis que le détail fourmille constamment d'aperçus nourrissants. Les qualités de ce livre reposent en effet sur trois éléments bien combinés entre eux : la capacité à embrasser largement le spectre des engagements, l'articulation réussie entre une histoire des groupes intellectuels et l'histoire des idées, et l'attention portée à certains nœuds temporels (1956, 1968, 1976) décisifs dans la vie intellectuelle française.

Sur le premier point, l'intérêt du livre tient à son ouverture de compas où l'on suit bien sûr les divers types de l'engagement à gauche (existentialiste, communiste, néocommuniste et néomarxiste après Budapest, maoïste), mais aussi à droite et à l'extrême droite (guerre d'Algérie, fondation du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne [GRECE] en 1969) ou du côté des intellectuels catholiques ou des intellectuelles féministes. Dans une synthèse, ces deux derniers types d'engagement, souvent un peu laissés à l'écart dans l'histoire canonique des intellectuels, paraissent aujourd'hui bienvenus. Sans doute, fruit de ses deux anciennes biographies de Paul Ricœur et de Michel de Certeau, François Dosse multiplie les bonnes pages consacrées aux intellectuels catholiques et protestants,

¹ Christophe Charle, Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle en France*, Paris, Le Seuil, 2 tomes, 2016.

suit de près les débats au sein des intellectuels d'Église après Vatican II et Mai 68 (la revue jésuite *Études* prend parti en faveur de l'avortement en 1973) ou au sein du monde protestant (la revue *Christianisme social*). De même, des pages denses sont dévolues aux femmes intellectuelles, depuis Simone de Beauvoir et la réception du *Deuxième Sexe* (1949) jusqu'à l'augmentation des diverses publications féministes au début des années 1960 (collections chez Gonthier ou Casterman) et leur explosion après 1968 (création des Éditions des femmes en 1973, constitution de nouvelles collections chez Stock ou 10/18).

Le deuxième mérite du livre tient dans son habileté à camper le décor de la pièce tout en s'intéressant à son contenu. Les cadres socio-intellectuels du monde intellectuel sont bien là : quelques maisons d'édition généralistes, quatre ou cinq revues et quelques hebdomadaires et quotidiens attentifs à la vie intellectuelle. L'auteur montre bien le poids constant d'*Esprit* (longtemps 15 000 exemplaires vendus), le rôle souterrain de *Socialisme et Barbarie* créé en 1949 (lu attentivement par Daniel Cohn-Bendit par exemple), celui décisif mais ponctuel d'*Arguments* après le séisme de Budapest dans l'univers communiste et marxisant, ou le surgissement du *Débat* à partir de 1980. Si *Les Temps modernes* sont un peu ignorés, est cité néanmoins le grand éditorial de janvier 1950 sur les camps en URSS. Le rôle des grands éditeurs tels Le Seuil et Gallimard (avec Pierre Nora) ainsi que celui de Maspero ou de Minuit durant la guerre d'Algérie est soigneusement pesé. Les grands organes de la presse politico-intellectuelle (*L'Observateur*, *Le Nouvel Observateur*) ne sont pas non plus oubliés. François Dosse évite le côté éthéré des anciennes histoires des idées et ses analyses médiologiques ; la réception médiatique de la Nouvelle Philosophie (*La Barbarie à visage humain* en 1976 de Bernard Henry Lévy et *Les Maîtres penseurs* d'André Glucksmann en 1977) ou celle de l'article et du livre de Francis Fukuyama en 1989-1992 sur « la fin de l'histoire » sont très solides. Le propos n'est peut-être pas aussi systématique que chez certains prédécesseurs qui proposent une histoire des institutions socio-intellectuelles plus aboutie, de Régis Debray dès 1979 dans *Le pouvoir intellectuel en France* à Rémy Rieffel dans sa synthèse sur les intellectuels sous la V^e République en passant par les deux volumes collectifs de Christophe Charle et Laurent Jeanpierre². Mais François Dosse note à son tour la dérive médiatique du monde intellectuel où la prééminence de l'aval (la commercialisation, le journalisme et tous les intermédiaires) prend le pas sur l'amont (la production, le monde des écrivains et des professeurs). Pourtant cette cartographie des lieux et des milieux de la vie intellectuelle n'est jamais coupée de l'analyse de la production intellectuelle. Les grands débats intellectuels sont analysés, depuis la querelle de *L'Homme révolté* (1951) entre Albert Camus et *Les Temps modernes* jusqu'à l'opposition (sanglante) entre la Nouvelle Philosophie et un Gilles Deleuze en 1977, en passant par la querelle entre Claude Lévi-Strauss et Roger Caillois (cet écrivain et essayiste, jadis proche des surréalistes, est alors un membre important de l'Unesco) en 1954-1955 sur la pluralité de l'histoire humaine et la place de l'Occident, ou celle entre Michel Foucault et Jacques Derrida lorsque ce dernier contestait au début des années 1960 le propos foucauldien sur la folie comme altérité majeure dans le discours rationalisant occidental. Le néomarxisme d'*Arguments*, qui s'appuie sur la théorie de l'aliénation du jeune Marx radicalisée par les apports de Heidegger et de Freud, est lui aussi fort

² Régis Debray, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1979 ; Rémy Rieffel, *Les Intellectuels sous la V^e République*, 3 tomes, Paris, Pluriel, 1995 [1993, Calmann-Lévy] ; Christophe Charle Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle en France*, op. cit.

bien ausculté. Par ailleurs, l'intérêt d'une telle synthèse tient aussi à la place occupée par des figures d'ordinaire un peu oubliées : les évocations de Jacques Ellul, de Georges Balandier, d'André Gorz, et à un moindre titre de Michel Collinet (intellectuel antitotalitaire des années 1940-1950) font partie de ces moments.

Le deuxième tome, plus éclaté dans le propos (les engagements perdent leur cohérence avec la crise du communisme), est davantage centré sur l'histoire des idées que le premier. Il multiplie les éclairages sur les débats propres aux années 1980, des diatribes contre la politique culturelle langienne formulées par Alain Finkielkraut (l'indifférenciation des niveaux de culture engendrée dans son sillage) ou Marc Fumaroli (le danger d'une politique officielle de la culture) au renouveau du libéralisme doctrinal en philosophie politique (Alain Renaut, Marcel Gauchet, Pierre Manent) ou dans le domaine de l'économie (Henri Lepage).

Enfin, le propos du livre reste structuré par quelques nœuds générationnels qui condensent l'épaisseur idéologique d'une époque : 1945, 1956, 1968 ou encore 1974-1975. L'argumentation reste ainsi presque toujours fortement reliée à ces mouvements de fond qui mêlent bouleversements politiques et nouvelles sensibilités, comme l'illustrent les pages sur le structuralisme en lien avec la décolonisation. Elle relie ainsi idéologies et nouvelles réalités sociales. Cette histoire politique de l'engagement garde ainsi un minimum d'ancrage social. Mais peut-être pas suffisamment. Dans un livre aussi ambitieux, mais aussi ayant écarté une approche en termes de professions intellectuelles ou d'institutions sociales du savoir, il est logique de relever des impasses. Même dans son registre, l'ouvrage n'est pas sans quelques petits défauts.

Toute synthèse obéit à des choix et, en dépit de plus de mille pages (avec des répétitions dans le deuxième volume, notamment sur la « crise de l'historicité »), François Dosse a fait les siens. Il suit *Esprit* davantage que *Les Temps Modernes*, Cornélius Castoriadis et Paul Ricœur davantage que Raymond Aron (étrangement, *L'Opium des intellectuels* [1955] n'est pas analysé) ou Henri Lefebvre. Les philosophes sont davantage à l'honneur que les sociologues, la nouvelle université de Vincennes plus que Dauphine (pourtant petit berceau d'acteurs intellectuels de la future « Deuxième gauche »). Au-delà de cette remarque, on pourrait peut-être reprocher à François Dosse d'oublier un peu trop certaines des figures secrètes de la vie intellectuelle. À trop privilégier parfois le bruit et la fureur, l'auteur passe sous silence quelques arrière-fonds qui donnent leur lumière aux premiers plans. L'essentiel est parfois oublié au profit de l'accessoire, comme dans le cas du neutralisme d'Étienne Gilson qui n'est pas, *in fine*, analysé ou dans celui de Vincennes, qui reste un peu trop cantonné aux frasques administratives de son département de philosophie et à ses intellectuels les plus célèbres tel que Castoriadis. Outre les écrivains sans doute un peu trop négligés (rien sur Pierre Guyotat ou Annie Ernaux), deux autres noms – l'un d'un philosophe, l'autre d'un critique – viennent à l'esprit, ceux de Maurice Blanchot et de Georges Bataille. Ce dernier est pourtant dans les années 1960 l'une des principales références de l'avant-garde (pour Roland Barthes, pour le *Tel Quel* de Philippe Sollers) ; un auteur admiré pour sa défense intransigeante de l'autonomie de la littérature. Quant à Maurice Blanchot, avec sa réflexion durant les années 1950 sur une forme d'écriture anonyme (le « communisme d'écriture »), récemment mise en lumière par Boris Gobille dans sa

réflexion sur 1968 et le monde écrivain³, il incarna un type de magistère secret, très singulier qui éclata au grand jour en Mai.

Mais l'objection majeure que l'on pourrait adresser à cette dense synthèse serait son choix de se tenir à distance d'une histoire sociale des intellectuels et des professions intellectuelles. Par exemple, le rôle du milieu sociologique français dans l'après-guerre n'est pas étudié, qu'il s'agisse, par exemple, des débats sur le bien-fondé de la modernisation en 1965-1966 ou d'interventions concrètes de certains sociologues dans l'expertise culturelle (Joffre Dumazedier) ou l'expertise sociale et politique (Michel Crozier). Or, il fut une des composantes de la précaire coalition réformatrice qui tenta de se former dans les années 1960 et qui comprenait aussi trois acteurs médiatiques majeurs (*Le Monde*, *Le Seuil*, *Esprit*). Si cette coalition réformatrice s'est brisée sur l'écueil de 68, elle n'en a pas moins joué un rôle important pendant plusieurs années. L'étude d'autres milieux de professionnels du savoir (enseignants, médecins, avocats) aurait également permis de donner une autre image de l'engagement politique. L'importance du milieu enseignant dans le communisme français (instituteurs de la galaxie de l'éducation populaire, géographes universitaires) et de certains milieux de la médecine (psychiatrie) vient nuancer l'image d'un déclin constant et inéluctable après 1956 de l'idée communiste dans le monde intellectuel français. Plus largement, le monde universitaire et de la recherche dans ses évolutions (accroissement démographique, rôle réel mais ambigu de l'expertise savante ou de la participation à des *think tanks*) n'est guère analysé ; les pages sur la Fondation Saint-Simon dans les années 1980 ne sont pas ce qui été écrit de meilleur dans l'ouvrage. Après d'autres⁴, l'auteur en est ainsi réduit à conclure trop schématiquement à une forme de déclin des intellectuels soumis uniformément à la pression médiatique et tenus en suspicion par les élites administratives.

En dépit de ces remarques critiques, dont la principale néanmoins tient au choix d'une orientation de départ que l'auteur aurait dû tout simplement assumer, le livre demeure porté par l'ambition qui l'anime. Tous ceux qui voudront mieux connaître un vaste pan de notre passé intellectuel et politique s'y reporteront avec profit pour retrouver le jardin français des chemins intellectuels qui bifurquent.

³ Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS Éditions, 2018.

⁴ Régis Debray, *I. f. suite et fin*, Gallimard, 2000.